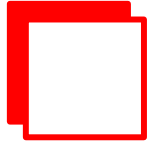


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°195 - 1,50 € - Juin 2008



Pour l'Emancipation Sociale!



Du PS au RPR

Ça y est, c'est reparti ! La fièvre footballistique à l'occasion de l'Euro 2008 ? Mais non ! Le Tour de France des junkies-à-pédales ? Vous n'y êtes toujours pas ! La ruée des juilletistes suivie par celle des aoûtistes ? Là, vous frôlez la banquise...

Non, ce qui est reparti, ce sont les grandes manœuvres en vue de désigner... le successeur de Hollande à la tête du PS, qui aura toutes les chances d'être le candidat 'socialiste' à la présidentielle de 2012. Les premiers à s'être déclarés, ce sont Ségolène Royale, la Reine des Sleeping Cars (RSC), et Bertrand Delanoë, le Roi du Vélib (RV). Sans doute, y en aura-t-il d'autres pour prendre part à un concours dont le déroulement s'annonce aussi fertile en coups bas et coups de théâtre que le résultat en est prévisible. Car quel/le que soit l'heureu/se élu/e, ce sera bonnet rose et rose bonnet. Ou, plutôt, bonnet jaune et jaune bonnet.

Là, on vous sent perplexe. Pourquoi ce changement de couleur, vous demandez-vous ? Tout simplement parce que, quel que soit celui/celle qui sera placé/e à la tête du PS, ce sera pour lui faire franchir le dernier stade de la longue et laborieuse mue qu'il a entamée depuis le début des années 1980. En effet, depuis sa renonciation à son programme social-démocrate et, du même coup, à son identité antérieure, le PS est engagée dans une douloureuse et tortueuse crise d'identité dont l'issue, retardée du temps du mitterrandisme et des victoires électorales des années 1980 et 1990, ne saurait plus être différée plus longtemps à la suite des revers électoraux successifs de ces dernières années. D'ailleurs, ses deux champions en lice l'ont déclaré l'une et l'autre : RSC en expliquant sa défaite de l'an dernier par le fait qu'elle avait menée une campagne trop... à gauche, alors même que cela a été la campagne 'socialiste' la plus à droite que l'on ait connu jusqu'alors en France; RV en publiant récemment un ouvrage dans lequel il se déclare à la fois « *socialiste et libéral* », selon les proportions bien connues de la recette qui a fait la réputation du pâté d'alouette !



N'en doutons pas. Qui que ce soit qui sera demain à la tête du PS, c'est bien de la liquidation de toute référence, même purement formelle et rhétorique, au 'socialisme' dont il/elle se chargera. Deux graves questions se poseront alors à lui/elle. La première portera sur le nouveau nom à donner à la formation dont il assurera la direction. Suggérons-lui de l'appeler Rassemblement pour la Réforme, puisque le sigle RPR est désormais libre de droits dans l'arène politique et que 'la réforme' (en fait la contre-réforme néolibérale) est devenue le mot fétiche qui sert de bannière à tous les éléphants du P'S' aussi bien qu'aux ânes de l'UMP.

Restera la question de la couleur servant de marque distinctive au nouveau parti. Le bleu, l'orange et le vert étant pris, le rose n'étant plus praticable, le rouge autant que le noir étant honnis, on ne voit guère de choix que celui du jaune. Au moins le peuple de gauche sera-t-il alors averti de la nature des gens pour qui il sera convié à voter et du sort qui l'attendra dans ce cas.

La faim justifie les moyens

Il aura fallu que la faim tourne à l'émeute. Depuis quelques semaines, ce qu'il est devenu commun d'appeler la « crise alimentaire » a remplacé une autre « crise », celle des subprimes, dans nos agendas médiatiques et politiques. Haïti, Cameroun, Burkina, Egypte... quelque 37 pays ont vu les quartiers populaires se révolter contre la hausse du prix des aliments. Les Nations Unies parlent de 100 millions de nouveaux naufragés de la faim et alertent au « tsunami silencieux ».

L'expression choc n'est pas innocente: la communauté internationale fait mine d'assister à une catastrophe naturelle contre laquelle le G8 et consorts sont appelés à concocter des « plans d'aide d'urgence ». D'autres fantasmes sont aussi convoqués: on agite le péril jaune, ces Chinois devenus soudainement carnivores, qui auraient déclaré la guerre alimentaire au reste du monde. Et bien d'autres explications encore: de la sécheresse australienne au réchauffement climatique, de la poussée de fièvre spéculative au développement des agrocarburants, rien ne nous est épargné.

Ces arguments, à priori recevables, occultent pourtant l'essentiel. Avant cette soudaine « crise », 850 millions de personnes souffraient déjà quotidiennement de la faim. L'an dernier, 9 millions d'êtres humains sont morts pour cause de sous-alimentation sur une planète qui dispose – c'est un fait établi – des moyens techniques et physiques de nourrir durablement sa population⁽¹⁾.

Le problème de la répartition inéquitable des denrées – laissée aux bons soins du marché et de la solvabilité des clients – est connu. Mais la récente et brutale hausse des prix a laissé apparaître une autre dimension: la perte totale de contrôle public sur ce secteur-clé, tant au niveau de la production que de la gestion des flux.

Depuis les plans d'ajustement structurels imposés au Sud durant les années 1980-1990 par le FMI, les apôtres du libre-échange se sont attelés à traquer les entraves au commerce mondial, selon la théorie libérale des avantages comparatifs: que chacun produise ce qu'il fait au meilleur coût et qu'il importe le reste. Charge au négoce international et aux transnationales d'opérer au mieux ces échanges.

Un quart de siècle plus tard, alors qu'un nouvel accord de libre-échange est ardemment souhaité à l'OMC, on récolte déjà les fruits de cette obstination dogmatique: privatisés, les stocks alimentaires sont en flux tendu et n'ont jamais été aussi bas en vingt-cinq ans. Restructurés et soumis à l'OMC, les Etats du Sud ne peuvent soutenir leur paysannerie, ni réglementer les prix.

Surtout, la production vivrière a reculé dans la plupart des pays pauvres. Les paysans qui ont abandonné la campagne pour cause de concurrence inégale achètent désormais leur pitance au prix du marché mondial. Presque tous les pays ayant connu des émeutes de la faim sont passés de l'autosuffisance agricole à l'importation massive.

Sous la pression du profit à court terme, l'agriculture souffre d'un déficit global d'investissements, avertit l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Mais la principale agence internationale en est réduite à annoncer des programmes... d'assistance aux victimes des hausses de prix.

Au final, ceux qui jugeaient le concept de souveraineté alimentaire peu réaliste ont réussi l'exploit de faire dépendre le contenu de nos assiettes du prix du baril de pétrole, des humeurs de la bourse aux céréales de Chicago, des nouveaux produits boursiers dérivés – les mêmes qui ont fait leurs preuves avec les subprimes!

– et des intérêts des cinq grandes transnationales de l'alimentaire.

La pénurie actuelle fait d'ailleurs quelques heureux. En 2007, la hausse des prix dans le secteur alimentaire a compté pour presque moitié dans la progression du chiffre d'affaires d'un groupe comme Nestlé (qui pour la première fois a franchi la barre des 100 milliards de francs). Corollaire, le géant veveysan de l'agroalimentaire a engrangé un bénéfice net de 10,65 milliards, en hausse de 16%. On souhaite bon appétit à ses actionnaires.

Bénito PEREZ (publié sur le site de Michel Collon : www.michelcollon.info)

1) Selon l'ONU, un investissement public supplémentaire de 24 milliards de francs par an suffirait à réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes sous-alimentées. C'est près de trois fois moins que ce que l'Etat britannique a investi dans la Northern Rock pour sauver cette banque privée de la faillite, suite à l'éclatement de la crise des subprimes.

Faim et agro-business

Robert Zoellick, maintenant président de la Banque Mondiale, a annoncé que les prix continueront d'être élevés pour plusieurs années, et qu'il est nécessaire de renforcer l'"aide alimentaire" pour traiter la crise. Zoellick, qui a été dans le passé chef de négociations des États-Unis dans l'OMC, sait de quoi il parle : il avait fait tout ce qu'il a pu pour casser la souveraineté alimentaire des pays, dans le but de favoriser les intérêts des grandes transnationales de l'agro-business. Et la recette de l'"aide alimentaire" qu'il propose est encore un soutien caché aux mêmes transnationales qui sont celles qui vendent au Programme Alimentaire Mondial les grains qui, à son tour, les remet "charitablement" aux affamés, à condition que ceux-ci ne produisent pas les aliments dont ils ont besoin!...

Les grands gagnants de la crise alimentaire sont aussi les acteurs centraux dans la promotion des agrocombustibles : les transnationales qui accaparent le commerce national et international des céréales, les entreprises semencières, les fabricants d'agrotoxiques. On y trouve : **Monsanto**, principale entreprise de graines commerciales et cinquième en agrotoxiques. **Bayer**, première en agrotoxiques et septième en graines. **Syngenta**, deuxième en agrotoxiques et troisième en graines. **Dupont**, deuxième en graines et sixième en agrotoxiques. Avec **Basf** et **Dow** (troisième et quatrième en agrotoxiques), ces six entreprises contrôlent le total des graines transgéniques dans le monde, qui est aussi par hasard la solution qu'elles proposent à tous les nouveaux problèmes qu'elles ont contribué en partie à provoquer.

Avec ceux qui dominent plus de 80 pour cent du commerce mondial des céréales : **Cargill**, **ADM**, **ConAgra**, **Bunge**, **Dreyfus**; toutes ont fait d'énormes profits (voir www.grain.org) grâce au manque d'aliments, à la promotion et aux subventions aux agrocombustibles, ainsi qu'à la hausse des prix du pétrole (les agrotoxiques sont pétrochimiques).

À cette situation s'ajoute le fait que les grands fonds d'investissement spéculatif - face à la crise financière et immobilière - ont déplacé des millions pour contrôler les produits agricoles sur le marché international. La plus grande partie de la récolte de soja des prochaines années, a déjà été achetée comme "futur". Les aliments sont devenus des objets de spéculation boursière...

Malgré cette raclée infligée aux plus démunis, les transnationales ne se considèrent pas satisfaites. Elles préparent le prochain assaut en monopolisant les caractères génétiques. Les gouvernements à leur service, comme le Mexique, prétendent éteindre le feu avec de l'essence : au lieu de souveraineté alimentaire et de contrôle paysan des graines et des facteurs de production, ils proposent des OGM pour augmenter la contamination et la dépendance.

Silvia Ribeiro, investigatrice du Groupe ETC <http://alainet.org/active/24002>
Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>

Pour gagner plus, il faut lutter plus ! (1)

A propos de l'évolution de la structure des revenus en France depuis le début des années 1980

L'amorce d'un récent débat sur l'évolution du pouvoir d'achat des salariés, sur fond de grèves à revendications salariales, est l'occasion de reprendre la question de l'évolution de la structure des revenus en France au cours des dernières décennies. Car, pour comprendre où on en est aujourd'hui, il faut revenir au moins jusqu'au début des années 1980, au moment où intervient une brutale rupture dans les tendances antérieures. Une rupture dont on mesure mieux aujourd'hui l'ampleur et les conséquences.

Les grandes tendances observées

En dépit de leurs lacunes, les données disponibles sur l'évolution de la répartition de la richesse sociale entre les différents types de revenu convergent toutes, en effet, pour attester la déformation intervenue, au tournant des années 1980, de la structure de ces revenus en faveur de la propriété (sous toutes ses formes) et au détriment du travail (sous toutes ses formes aussi). Quelles que soient les sources consultées, elles concordent sur ce point qui est pourtant encore très largement occulté dans le débat public. Les données réunies dans les différents tableaux insérés dans cette première partie en donne un aperçu synthétique.

Le *tableau 1* met en évidence la manière dont a évolué le partage de la valeur ajoutée brute (VAB) des sociétés non financières (soit les entreprises industrielles et commerciales) entre les années 1960 et aujourd'hui¹. La période 1959-1972 a été retenue comme représentative du procès fordiste de reproduction en régime de croisière, bien que ce régime ait eu tendance à s'accélérer

en France après 1968, notamment sous l'effet des luttes ouvrières. La période 1973-1982 marque au contraire un net essoufflement du procès fordiste avec une dégradation des conditions d'exploitation du travail et, par conséquent, sans doute de la profitabilité du capital: les méthodes fordistes ne permettent plus au capital d'extorquer au travail une

dépit d'une légère augmentation de cette part des salaires lors de ces dernières années.

Pour donner une idée de ce que représente ces pourcentages en valeur absolue, signalons qu'en 2006 un point de VAB représentait près de 9 milliards €. Par conséquent, 4 à 5 points de VAB

Tableau 2 : Variation de la répartition de la valeur ajoutée dans les sociétés non financières (en %)

	Différence entre 2006 et 1968	Différence entre 2006 et 1982
Salaires	- 4,2	- 8,4
Autres charges (intérêts + impôts)	1,6	2,6
Stocks + FBCF	- 2,0	0,5
Profits distribués	4,6	5,3

Source : Michel Husson, " Part des salaires : et pourtant elle baisse ! ", <http://hussonet.free.fr/pourtant.pdf> pour les moyennes 1959-1972 et 1989-2006.

plus-value suffisante pour compenser la poursuite de la dynamique antérieure d'augmentation des salaires réels (du pouvoir d'achat des salariés) – en conséquence sa situation se dégrade, tandis qu'inversement celle du travail salarié s'améliore, la part des salaires dans la VAB gagnant près de cinq points durant cette décennie. On comprend aussi à partir de là la nécessité pour le capital de procéder à un renversement brutal de tendance, qui intervient très nettement dans la décennie suivante ; la brutalité s'en mesure au fait que la part des salaires dans la VAB perd alors dix points en quelques années seulement ! Depuis lors, c'est le quasi statu quo : on s'est visiblement installé dans un autre régime de croisière de la reproduction du capital, avec une part des salaires de la VAB inférieure de 4 à 5 points à ce qu'elle était durant les années 1960. Et ce en

représentaient entre 35 et 45 milliards transférés des revenus du travail aux revenus du capital. Rappelons que le fameux «*trou de la Sécu*» (la dette sociale consolidée de la France), dont les médias nous rabattent constamment les oreilles, s'élevait à 46,4 milliards à la fin de l'année dernière. Ainsi, si le partage de la VAB était resté ne serait que ce qu'elle était au temps du fordisme triomphant, non seulement il n'y aurait jamais eu de «*trou de la Sécu*», mais on n'aurait pas été obligé de réviser à la baisse le champ et les taux de couverture de la protection sociale. C'est dire le caractère artificiel et politiquement construit de ce fameux «*trou*» !

Les données réunies dans le *tableau 2* nous indiquent où sont passés les milliards d'euros transférés du travail salarié au capital. On constate que ce sont les profits distribués (sous forme de dividendes), donc les actionnaires, les propriétaires du capital, qui s'en sont appropriés la plus grosse part, voire la totalité. En particulier, en comparaison de ce qui se passait en 1968, l'augmentation de la part des profits distribués est supérieure à la diminution de la part des salaires versés; ce qui n'a été possible que parce que simultanément la formation brute de capital fixe (FBCF) a diminué². Autrement dit, le nouveau régime capitaliste sous lequel nous vivons

Tableau 1 : Part des salaires (y. c. cotisations sociales) dans la valeur ajoutée brute des sociétés non financières (en %)

Moyenne 1959-1972	1975	1982	1989	2006	Moyenne 1989-2006
69,5	73,0	74,2	64,9	65,7	65,2

Source : Insee, Comptes nationaux, calculs par mes soins pour 1975, 1982, 1989, 2006 ; et Michel Husson, " Part des salaires : et pourtant elle baisse ! ", <http://hussonet.free.fr/pourtant.pdf> pour les moyennes 1959-1972 et 1989-2006.

Tableau 3 : Évolution du salaire réel net annuel moyen des salariés à temps complet (en %)**Secteur privé et semi-public**

Moyenne annuelle sur la période 1959-1972	Moyenne annuelle sur la période 1973-1978	Moyenne annuelle sur la période 1978-1981	Moyenne annuelle sur la période 1982-1989	Moyenne annuelle sur la période 1989-2005
4,6	3,2	- 0,7	0,7	0,5

Source : Insee, <http://www.insee.fr/fr/ffc/figure/NATnon04126.XLS> calculs effectuée par mes soins.

Fonction publique d'Etat

Moyenne annuelle sur la période 1974-1978	Moyenne annuelle sur la période 1979-1983	Moyenne annuelle sur la période 1984-1989	Moyenne annuelle sur la période 1989-2005
2,2	- 0,8	- 2,3	0,5

Source : pour les périodes de 1974 à 1989, Alain Bihl et Roland Pfefferkorn, *Déchiffrer les inégalités*, Syros-La Découverte, 1999, 2e édition, page 59 ; pour la période 1989-2005, Insee, http://www.insee.fr/fr/ffc/chifcle_fiche.asp?ref_id=NATCCF04102&tab_id=39

tend à sacrifier l'accumulation du capital au profit du revenu personnel des capitalistes, la consommation productive de la plus-value au profit de sa consommation improductive. C'est là un indice (parmi d'autres) du caractère de plus en plus rentier du régime actuel de reproduction du capital.

Les tendances précédentes sont confirmées lorsqu'on examine les données relatives aux différents types de revenus encaissés par les ménages – données d'origine fiscale pour l'essentiel. Le *tableau 3* nous montre bien que les évolutions précédentes ont eu pour condition et conséquence une austérité salariale qui ne s'est pas démentie depuis maintenant un quart de siècle. Dans le secteur privé et semi-public, on relève nettement deux ruptures. En 1973, après le premier « choc pétrolier », le taux de croissance du salaire réel diminue par rapport à ce qu'il était sous le régime de croisière de l'accumulation fordiste mais il reste à un niveau élevé. C'est bien pourquoi la valorisation du capital se dégrade alors, ainsi que nous l'avons vu. Mais, dès 1978, le dernier gouvernement de Raymond Barre amorce la mise en œuvre de politiques néolibérales d'austérité salariale qui produit une baisse des salaires réels. Politiques auxquelles la gauche gouvernementale (PS et PC) se ralliera à partir de 1982, notamment en mettant fin à l'indexation des salaires sur les prix. Depuis lors, soit – répétons-le – un quart de siècle, les salaires réels n'ont connu qu'une très faible progression. Encore s'agit-il ici de données relatives aux seuls salaires *annuels* des salariés à *temps complet*, données qui ne tiennent donc pas compte du développement important durant cette même période et du travail temporaire (contrat à durée déterminé, intérim, stages) et du travail à temps partiel.

Durant cette séquence historique, la fonction publique d'Etat, donnée ici comme emblématique de l'évolution de l'ensemble du secteur public, a présenté les mêmes évolutions d'ensemble, simplement pour partie décalées dans le temps. Il faut notamment souligner – car la chose est encore trop peu connue, y compris des principaux intéressés – combien les années 1980 auront été une décennie noire pour les fonctionnaires, pendant laquelle leur salaire réel (à corps, classe et échelon constants) n'a cessé de diminuer en moyenne. Quand on se souvient que, hormis le court intermède de retour de la droite au pouvoir entre le printemps 1986 et le printemps 1988, la gauche aura gouverné durant l'ensemble de la période allant de 1982 à 1989, on mesure combien les fonctionnaires, majoritairement électeurs de gauche, ont été dupés par leurs propres représentants : ils ont bien été, comme plus largement l'ensemble des salariés, les dindons de la « farce tran-

quille» que leur a jouée la gauche miterrandisée³.

Les plus mesquins d'entre eux pourront peut-être se consoler à apprenant qu'ils n'ont pas été les seuls à manger la soupe à la grimace de l'austérité néolibérale servie par la fausse gauche aussi bien que la vraie droite. En effet, comme le montre le *tableau 4*, l'évolution des revenus d'activité de la grande masse des travailleurs indépendants a présenté un profil similaire à celle des salaires⁴. Dans la seconde moitié des années 1970 et jusqu'au début des années 1980, ils continuent à croître, au pire à stagner, sauf ceux des agriculteurs qui baissent fortement durant cette période. Une nette cassure intervient en 1982-1983 sous l'effet de la politique de rigueur du gouvernement Mauroy : les indépendants connaissent alors le même sort que les salariés, leurs revenus réels baissent. Mais ils se rétablissent pour la plupart dès la seconde moitié de la décennie. Depuis l'évolution de leurs revenus alternent les phases de hausse (lors des conjonctures plus favorables : par exemple 1988-1992) et les phases de stagnation et de baisse, en présentant cependant une tendance générale à la baisse, sauf pour les professions médicales.

Ainsi, qu'il soit salarié ou indépendant, au cours du dernier quart de siècle, le travail aura fait les frais du renversement de tendance en matière d'évolution de sa rémunération (en termes réels), en passant d'une période de forte augmentation sous le fordisme à une période de très faible augmentation, voire de stagnation et quelquefois même de baisse. Renversement de tendance correspondant à un profond changement dans le régime de reproduction du capital, intervenu entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, dont les politiques néolibérales auront été à la fois le symptôme et l'instrument, ainsi que nous le verrons encore plus loin.

Mais, si ce renversement a fait une ma-

Tableau 4 : Evolution du revenu d'activité réel net annuel des travailleurs indépendants (par équivalent temps plein)

Agriculteurs	1973-1982	1983-1985	1986-1988	1989-1992	1993-2003
	- 3,4	- 8,3	- 1,9	5,0	nd
Artisans du bâtiment	1977-1979	1980-1985	1986-1988	1989-1992	
	0,0	- 2,2	3,2	0 / 2,2	1,4
Boulangers	1973-1979	1980-1982	1983-1988	1989-1992	
	7,8	- 4,0	2,3	1 / 3,5	- 1,2
Bouchers	1973-1978		1979-1988	1989-1992	
	4,0		0,0	1 / 4,5	- 1,2
Coiffeurs	1973-1981	1982-1983	1983-1988	1989-1992	
	2,9	- 1,1	3,4	- 1 / 1,5	- 1,3
Pharmaciens	1973-1982	1982-1984	1985-1988	1989-1992	
	- 0,3	- 4,7	+ 7,5	- 0,5 / 2,5	1,9
Médecins généralistes		1979-1984		1983-1996	
		- 2,5		1,1	1,5
Médecins spécialistes		1979-1984		1983-1996	
		- 1,0		0,9	1,9

Source : pour les périodes de 1974 à 1989, Alain Bihl et Roland Pfefferkorn, *Déchiffrer les inégalités*, Syros-La Découverte, 1999, 2e édition, page 59 ; Insee, *Les revenus d'activité des indépendants - Edition 2006*, http://www.insee.fr/fr/ppp/publications/ffiref_frame.asp?ref_id=REVAIND06&webco=REVAIND06&lien=1

Tableau 5 : Evolution de la performance globale réelle des principaux placements

Types d'actif	1974-1977	1977-1980	1980-1983	1983-1988	1989-1993	1994-1996	1997-1999
Terre agricole	3,5	- 0,5	- 9,0	- 3,0	- 2,1	0,5	8,7
Immobilier							
<i>Paris</i>	5,0	+ 0,8	- 0,7	13,2	2,8	- 4,9	6,0
<i>Autre ville</i>	5,0	+ 0,8	- 0,7	3,2	3,1	3,3	nd
Livret épargne	- 4,9	- 3,8	- 3,1	1,5	1,7	2,4	2,0
Valeurs mobilières							
<i>Actions</i>	11,5	14,8	1,2	21,1	8,1	3,0	34,6
<i>Obligations</i>	0,0	- 1,9	- 1,3	10,0	8,3	5,4	3,8
Ensemble du patrimoine de rapport	1969-1977	1973-1981	1977-1985	1981-1989	1985-1993	1988-1996	1997-1999
	0,6	- 0,3	2,6	6,9	6,0	4,2	13,2

Source : pour les périodes de 1974 à 1996, Alain Bihr et Roland Pfefferkorn, *Déchiffrer les inégalités*, Syros-La Découverte, 1999, 2e édition, page 61 ; pour la période 1996-1999, Insee, "Revenus et patrimoine des ménages - Edition 2000-2001", Synthèses, n°47, 2001

jeurité de malheureux, il aura aussi fait quelques heureux, rassurons-nous ! Si, sous ses différentes formes, le travail s'est mis à payer de moins en moins, les propriétaires de patrimoines de rapport auront vu au contraire la performance globale réelle de leurs actifs s'améliorer sensiblement⁵. C'est ce que nous montrent les données réunies dans le *tableau 5*. Par delà les variations conjoncturelles auxquelles les performances réelles des actifs (notamment financiers) sont soumises, ce qui frappe, c'est bien le contraste entre la faible performance globale du patrimoine avant le début des années 1980 et ses fortes performances tout au long des deux décennies suivantes. Soit exactement l'inverse de ce qui s'est passé pour les revenus du travail (salarié et indépendant) : la propriété ne paie pas quand le travail paie et inversement ! Indice supplémentaire de ce que la part de la valeur ajoutée perdue par les travailleurs a été perçue par les propriétaires. A noter les sommets atteints par moments (notamment dans la seconde moitié des années 1990) par la performance de certaines valeurs mobilières (les actions) : pour leurs détenteurs, ce furent vraiment des années « *bling bling* » et « *jack pot* » !

Si, pour compléter et confirmer ce qui précède on se penche sur les évolutions de la période la plus récente étudiée par Camille Landais dans "*Les hauts revenus en France (1998-2006)*" : *une explosion des inégalités ?*⁶, on constate de fortes inégalités dans les taux de croissance des différents type de revenus de 1998 à 2005. Ainsi les revenus des capitaux mobiliers ont en moyenne cru près de six fois plus que les revenus du travail salarié ; tandis que ceux du travail indépendant ont diminué

en moyenne sur l'ensemble de la période. On obtient bien ici la confirmation de la poursuite et de l'amplification même des tendances apparues au début des années 1980.

La même étude décrit l'aggravation des inégalités de revenu entre les ménages. Il y a bien "*explosion*" de ces inégalités, car le revenu d'un ménage s'est accru d'autant plus qu'il est élevé : tandis que le revenu moyen des neuf premiers déciles n'a crû que de 4,6 %, celui du « haut du panier » a augmenté plus de neuf fois plus ! Et la principale raison en est à chercher dans la composition très différente des revenus selon leur position dans la hiérarchie des revenus : plus en s'élève dans cette hiérarchie, plus la part des revenus patrimoniaux augmente et plus encore augmente celle des revenus générés par les actifs dont les performances globales sont les plus élevées. Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que « les riches » deviennent plus riches, non seulement absolument mais encore relativement, en creusant les écarts qui les séparent du restant de la population.

Alain Bihr

Source : pour les périodes de 1974 à 1996, Alain Bihr et Roland Pfefferkorn, *Déchiffrer les inégalités*, Syros-La Découverte, 1999, 2e édition, page 61 ; pour la période 1996-1999, Insee, « Revenus et patrimoine des ménages - Edition 2000-2001 », Synthèses, n°47, 2001.

1) *Notion comptable, la valeur ajoutée brute mesure la valeur de la production diminuée de la consommation des produits intermédiaires. Elle est dite brute puisqu'elle inclut la consommation de*

capital fixe, nette lorsqu'elle exclut cette dernière. La part des salaires dans la valeur ajoutée nette est ainsi une mesure approximative de ce que, en langage marxiste, on nomme le taux de plus-value ou degré d'exploitation de la force de travail. Par salaire, il faut entendre ici, au sens large, le coût salarial global, incluant l'ensemble des cotisations sociales (salariales et patronales) en plus du salaire net.

2) *Autre notion comptable, la FBCF mesure l'investissement brut (acquisition moins cession) de capital fixe. Elle est donc un indice grossier de l'accumulation de cette forme du capital.*

3) *Cf. La Far ce tranquille, Paris, Spartacus, 1986.*

4) *L'évolution des revenus réels d'activité des travailleurs indépendants est plus difficile à synthétiser et à interpréter du fait de la grande hétérogénéité de leurs situations socioprofessionnelles (je n'ai pu ici en présenter que quelques types parmi les plus courants), de leur forte sensibilité de ces revenus aux variations conjoncturelles de la situation économique, enfin des lacunes plus ou moins graves de leur enregistrement statistique (notamment par l'appareil fiscal).*

5) *Le patrimoine de rapport d'un ménage comprend l'ensemble des actifs (quelle que soit leur nature) qui sont susceptibles de générer un revenu : des terres agricoles affermées, des immeubles ou des appartements de rapport, des valeurs mobilières (actions ou obligations), etc. La performance globale d'un tel patrimoine tient compte non seulement des revenus ordinaires générés par lui mais encore de leur valorisation (ou dévalorisation) sur le marché durant la période considérée, autrement dit des 'plus-values' (ou éventuelles 'moins-values') que leur vente aurait pu valoir à leur propriétaire s'il avait été réalisé aux conditions moyennes du marché. Comme pour les revenus du travail, les données sont ici nettes des effets de l'inflation.*

6) *"Camille Landais, Les hauts revenus en France (1998-2006) : une explosion des inégalités ?", Paris School of Economics, juin 2007. Les documents évoqués ici sont disponibles en ligne à l'adresse suivante: <http://www.jourdan.ens.fr/~clandais/documents/htrev.pdf>*

Dans une deuxième partie à paraître dans notre prochain numéro, Alain Bihr tente d'expliquer les données précédentes en renvoyant notamment à l'évolution du rapport de forces entre capital et travail qui se fait au détriment de ce dernier ; et démontre que pour gagner plus les salariés ne doivent nullement travailler plus, mais lutter plus pour obtenir un renversement de la situation et du rapport de forces en leur faveur.

Nous poursuivons ici la publication du texte sur mai-juin 68 commencée dans notre précédent numéro (n°194 - mai 2008). Tout nouvel abonné qui en fera la demande recevra gratuitement un exemplaire de ce n° 194 où G. Deneux évoque les origines de mai 68 («qui vient de loin»), et fournit une chronologie des faits marquants de ces «mois de braise» et leur signification profonde.

Mai-juin 68

La centralité ouvrière (2)

3 – Les caractéristiques de mai-juin 68

Au-delà des faits et des constats, ce qui fait l'originalité de mai-juin 68, se loge dans les nouveaux rapports sociaux qui ont surgi dans la classe ouvrière elle-même, parmi les étudiants et dans le nouveau bloc historique qui s'est momentanément constitué avant d'être brisé.

La jonction qui s'opère en 68 et qui, en quelque sorte, va être le moteur de ce bloc en constitution est celle qui se réalise entre l'ouvrier combattif et le militant anti-colonialiste; ces figures prennent fait et cause pour l'OS, l'immigré, ils considèrent, pour reprendre une formule, que «*le Vietnam est dans les usines*». Cette improbable rencontre est rendue possible par la très grande combativité ouvrière avant mai, notamment sa fraction la plus jeune qui refuse de «*perdre sa vie à la gagner*», en accomplissant des tâches usantes et répétitives et pour des salaires de «gagne-petit». Quoiqu'on en dise aujourd'hui, au cours des 10 ans qui ont précédé «les événements», **la classe ouvrière a joué un rôle fondateur.**

C'est l'ordre usinier taylorien qui était mis en cause, sa pesanteur hiérarchique, la parcellisation des tâches, les cadences infernales, les humiliations subies, le despotisme patronal qui provoquent révoltes, indignations et solidarités. Ce cycle interrompu en 68 par les Accords de Grenelle resurgit, s'amplifie, connaît son apothéose avec LIP en 73, avant de s'achever par la terrible défaite des sidérurgistes de Denain et de Longwy, puis son enterrement avec l'arrivée de la Gauche au pouvoir en 81 et le tournant dit de la rigueur en 1983. D'ailleurs, le patronat et les Gouvernements n'auront de cesse de récupérer et de pervertir certaines aspirations pour casser son unité sur fond de mondialisation financière (cercles de qualité et de profit, enrichissement des tâches et responsabilisation individuelle, externalisation, sous-traitance ...), mais c'est là une autre histoire.

Revenons à ce qui s'exprime principalement dans la séquence 68 : l'aspiration à l'égalité, l'émergence de nouveaux rapports sociaux, la capacité politique des ouvriers, leur auto-organisation.

Prises de paroles dans l'égalité

Dans l'action, lors des occupations, des liaisons avec les étudiants, même si celles-ci furent en maints endroits contrariées, s'expriment de multiples formes de démocratie directe, où la voix de l'un vaut celle de l'autre, où les experts, les dominants sont toujours en voie de marginalisation. Tous font l'expérience de **l'égalité** et leur pratique sociale est en quelque sorte l'embryon d'une nouvelle société à laquelle tous aspirent plus ou moins consciemment.

Ce phénomène est massif, les comités d'action éclosent partout, pour aider les grévistes, pour étendre le mouvement, pour peser sur la direction de la grève. Dans la seule région parisienne, on en dénombre plus de 400 le 31 mai. Ce sont des structures souples, non hiérarchiques, sans adhésion ni élection, répondant à un besoin démocratique et qui reposent sur la mobilisation, l'enthousiasme. Les places, les fonctions, les rôles assignés sont en voie d'abolition. D'autres rapports sociaux émergeaient. A Censier, mais aussi ailleurs¹, c'étaient les ouvriers qui allaient vers les étudiants, attirés par les débats et surtout par les possibilités matérielles qui leur étaient offertes (ronéo, militants disponibles) pour étendre, affermir le mouvement.

Ce sont ceux-là que le pouvoir traite de «racaille», de «pègre» ou «d'éléments incontrôlables» et ce, en se servant de quelques figures marginales amplement médiatisées. Lors de ce processus effervescent, se tissent des liens où les étudiants cessent de fonctionner comme étudiants, les ouvriers comme ouvriers, les paysans comme paysans. Ils agissent ensemble comme des révélateurs d'une crise globale de l'hégémonie de la classe dominante, ils sont porteurs d'un pouvoir de rupture avec l'ordre capitaliste dont les tenants mettront tout en œuvre pour les ramener aux intérêts du groupe social dont ils sont issus.

La capacité politique de la classe ouvrière

Ces postures d'égalité n'existent que parce que se déploie la **capacité politique de la classe ouvrière**. En prenant possession des lieux de production, en assurant le pouvoir ouvrier dans l'usine, en séquestrant les patrons pour les contraindre à négocier, en manifestant avec les étudiants..., elle n'est plus enfermée dans le carcan des rituels des manifestations traîne-savate et des journées d'action où elle délègue son pouvoir: elle l'exerce par la multiplicité des initiatives qu'elle prend. Elle bénéficie de l'enthousiasme de la jeunesse ouvrière dont nombre d'éléments rejoignent les barricades, de la solidarité et du soutien des étudiants, d'une frange de paysans déterminés, de l'importance de la mobilisation féminine dans les usines et de l'expérience et de la combativité des plus exploités et opprimés, **les travailleurs immigrés.**

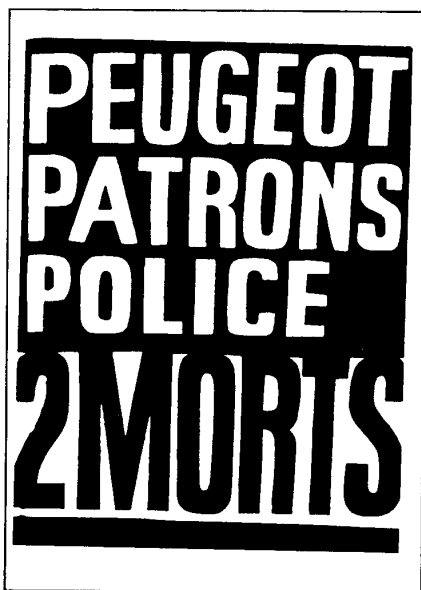
Si, à Citroën-Nanterre, la main d'œuvre à 65 % immigrée est en grève, à Renault-Billancourt sont concentrés les éléments les plus conscients de la classe ouvrière: Espagnols chassés par Franco, Algériens ayant lutté pour l'indépendance, Portugais qui ont fui la dictature de Salazar ou refusé l'incorporation pour mener la guerre coloniale. Ils sont de ceux qui prennent la parole pour exiger un statut des immigrés, la fin des contrats provisoires et le droit d'être délégués et éligibles. On les retrouve, avec d'autres, à Censier dans le Comité de liaison des travailleurs étrangers réunissant Espagnols, Portugais, Italiens, Marocains, Algériens, Sénégalais et Mauritanien. Le pouvoir ne s'y trompera pas. Du 24 mai au 20 juin, les arrestations se multiplient, 183 expulsions sont dénombrées.

Processus d'auto-émancipation dans l'action

Pour le mouvement gréviste, et tout particulièrement pour les ouvriers les plus combattifs, «**le droit c'est eux**». Ce sentiment largement partagé explique l'ampleur de la virulence ouvrière lors de l'intervention des CRS qui chassent les grévistes des usines. En effet, la prati-

que sociale gréviste de masse, les rencontres et débats qu'elle suscite, affirme la classe ouvrière en tant que classe, l'arrache à la tutelle des organisations réformistes qui tentent de les enfermer dans une issue politicienne. Ce mouvement, au cours des mois de mai et juin, est en effet un **processus d'auto-émancipation**.

Ainsi, des ouvriers s'organisent indépendamment ou avec les éléments les plus conscients des syndicats. On compte 39 comités de base dans l'usine Rhône-Poulenc à Vitry. Ils élisent leurs délégués, constituent un comité central de grève. Les syndicats prennent le train en marche et s'imposent en tant que comité exécutif de cette instance démocratique. La CGT ne cessera de tenter de briser ce mouvement. Ainsi, à CSF Issy-les-Moulineaux, à Cléon où les comités de grève sont composés de syndicalistes et de non syndiqués. A Sud Aviation en Loire Atlantique, le comité central de grève prend en main le ravitaillement de la Ville de Nantes, le 7 juin, 15 000 manifestants affrontent les CRS dont l'objectif est de briser ce nouveau pouvoir en gestation. A Peugeot Sochaux, plus d'une centaine d'ouvriers se retrouvent, discutent au sein d'un organe qu'ils se sont donné : le «Forum». Il y est question de la charge de travail, des cadences, des horaires. C'est de nouveaux rapports de production à instituer dont il est question. L'intervention des CRS, le 11 juin, qui viennent briser ce processus, suscite la colère, la répression et des affrontements terribles : 2 morts et 150 blessés parmi les ouvriers dont plusieurs amputés. En représailles, le lendemain, le cercle Peugeot est mis à sac et incendié. A travers ces quelques exemples emblé-



matiques, ce qui se joue plus ou moins consciemment, ce qui perdurera jusqu'à la fin des années 70, c'est la contestation du pouvoir patronal dans l'usine et l'affirmation du nécessaire pouvoir ouvrier qui devrait s'y substituer. Comme l'écrit, un peu naïvement, le secrétaire de la CFDT

Chimie de St Auban en s'adressant à Eugène Descamps : «*Nous avons découvert que nous aurions pu faire tourner notre usine sans aucun problème majeur, en nous passant des cadres non grévistes et antigrévistes*» ce que démentiront les LIP en 1973.

La frustration est donc énorme de voir ce mouvement d'ampleur, le leur, réduit aux piètres accords de Grenelle et à l'élection de nouveaux députés pour que rien ne change. Quand des ouvriers disent «*C'est nous qui sommes partis en grève, ce n'est pas aux autres de décider pour nous*», non seulement ils s'appuient sur une réalité incontestable puisque les confédérations n'avaient appelé qu'à une grève générale de 24 H le 13 mai, mais surtout maîtres sur leurs lieux de travail, **ils font dans l'action émerger un communisme neuf, corrosif**, en dehors des structures sclérosées, et s'opposent à ceux qui veulent restreindre leur mouvement à des augmentations de salaires et refusent de mettre en cause le système, y compris à l'intérieur des usines. La reprise s'est donc effectuée dans un sentiment de dépossession et d'insatisfaction compréhensible. Comme le dit un ouvrier, de manière prémonitoire avant la répression du Printemps de Prague (août 1968) et bien avant l'effondrement du bloc du pseudo-socialisme des pays de l'Est, «*Je souffre d'un retard de communisme*».

La question du pouvoir controversée

Si, pendant une brève période, le Gouvernement surpris par l'ampleur du mouvement et son caractère subversif, a paru vaciller, s'il a pu paraître comme l'ombre de lui-même, hésitant sur les mesures à prendre, si les partis se réclamant de la justice sociale, à Gauche de la Droite se sont retrouvés aphones, ne réclamant que le départ de De Gaulle, si le PC de Waldeck Rochet et de Marchais vitupérait contre les casseurs, le juif allemand et les Gauchistes, s'en tenant pour la sortie de crise à l'élection d'un Gouvernement populaire dans lequel quelques strapontins leur seraient offerts (Mitterrand n'était prêt à leur concéder qu'un ministère...), il n'en demeure pas moins que cette éclipse du pouvoir de «ceux d'en haut» fut de courte durée. Toutefois, la restauration de l'ordre capitaliste, après quelques attermoissements sur la nature de la répression à engager, n'a pu se déployer qu'avec le soutien tacite des organisations syndicales dont l'influence numérique et idéologique avait encore prise sur le mouvement.

La rencontre de De Gaulle avec le général Massu à Baden Baden en dit long sur la volonté répressive de la classe dominante. Finalement, plutôt que le recours à l'armée qui, elle-même, dans certains secteurs, n'était pas sûre, il fut décidé, au plus haut niveau, d'unifier

les différentes fractions de droite et d'extrême droite, de mettre en place des milices et commandos (SAC), de se regrouper avec les anciens pétainistes et les factieux de l'OAS (qui furent amnistiés à cette occasion), pour faire front et contester le mouvement populaire sur le terrain même où celui-ci s'était développé, à savoir la rue, et ce afin de reconquérir l'espace public. Cette opération que fut la «manifestation gaulliste» du 30 mai sur les Champs Elysées était censée exprimer la voix de la majorité silencieuse.

Mais ce fut surtout la peur de la guerre civile qui fut agitée ainsi que le spectre du communisme stalinien, et le mouvement fut enterré dans les urnes après une contre offensive féroce contre les travailleurs en grève. Car la vraie menace pour la bourgeoisie, ce n'était pas la contestation étudiante mais bien ces grèves ouvrières «incontrôlées» qui menaçaient les institutions de la 5^{ème} République et les organisations intégrées, peu ou prou, dans l'appareil d'Etat ou qui, en aucun cas, ne le remettaient en cause.

En effet, quand la **direction de la CGT** mandate ses permanents pour faire le tour des usines et des dépôts, c'est pour prétendre qu'ailleurs les travailleurs auraient repris le travail et que tout était fini. Elle joue ainsi objectivement le rôle de supplétif du pouvoir en pesant de tout son poids pour organiser le reflux, hâter la reprise, se poser en rempart contre le chaos étudiant et les «excès anarchistes». Elle fait tout pour maintenir le mouvement dans un cadre revendicatif traditionnel. Elle est à dix mille lieues de la tradition anarcho-sindicaliste du mouvement ouvrier qui, dès son origine, a posé comme principe l'abolition du salariat et l'action directe.

Et ce n'est pas sans mal qu'elle y parvient en heurtant frontalement les aspirations révolutionnaires qui émergent. Ainsi un rapport des RG de Valenciennes signale «*une vraie marée de nervosité et d'acrimonie (qui) monte dans les usines au fil des bulletins d'information et (qui) n'épargne absolument pas les organisations syndicales. Nombreux sont les ouvriers qui s'étonnent, récriminent contre les pontifes qui ont osé parler d'accords partiels*». Car la question du pouvoir ou du changement à opérer est posée différemment par les apparatchiks et par les travailleurs surtout les plus conscients : ou changer de députés, ou changer la vie, voire la nature du pouvoir. A preuve, la proposition du comité de grève CGT-CFDT, de la compagnie électromécanique du Bourget. Elle demande de changer la Constitution: le Parlement doit être élu à la proportionnelle intégrale et le Sénat composé uniquement d'une représentation ouvrière issue des usines et leur gestion contrôlée par les syndicats. Ce n'est pas la socialisation des moyens de production mais ça s'en rap-

proche comme une forme de transition pour aller plus avant ... La direction de la CGT n'est pas sur ce terrain, après le discours de De Gaulle, le 30 mai, elle clame sa satisfaction, analyse la dissolution de l'Assemblée nationale comme une concession du pouvoir, elle n'envisage qu'un débouché électoral du plus grand mouvement gréviste de l'histoire de France ... et se berce d'illusion sur la constitution d'un Gouvernement populaire PC-FGDS²-radicaux.

Quant à la **CFDT**, son rôle est ambigu. Certes, elle est à l'aise dans le mouvement. En opposant la monarchie industrielle à des structures démocratiques à base d'autogestion qu'il faudrait introduire, elle semble répondre aux aspirations ouvrières. Toutefois, la notion d'autogestion à laquelle elle recourt reste floue et se limite, en réalité, à vouloir renforcer le pouvoir syndical dans l'entreprise afin de mettre en œuvre, à l'exemple de la République fédérale allemande, des formes de cogestion. Tout en entretenant des contacts cordiaux avec les étudiants, en particulier l'UNEF, en appelant parfois à voter contre la reprise du travail donc contre les accords de Grenelle qu'elle juge insuffisants, elle entretient l'illusion de pouvoir négocier avec le pouvoir gaulliste que le mouvement cherche à abolir. N'y parvenant pas, Eugène Descamps n'a d'autre solution que de prôner le recours à un autre homme providentiel, Mendès France, ce qui, bien évidemment, est profondément contradictoire avec le projet autogestionnaire de transformation sociale. C'est s'en remettre à l'issue électorale souhaitée (du moins la direction de la CFDT l'espère) à savoir, à une Gauche non communiste, bien éloignée des aspirations ouvrières. Cette prise de position rencontre, au sein de cette organisation, de vives oppositions. Sur sa gauche, des protestations fusent, s'en prennent à cette recommandation timorée qui engage le mouvement dans une impasse. Sur sa droite, des membres d'unions départementales encore marqués par la CFTC dont ils sont issus, profondément conservateurs, rejoignent le giron de ce syndicat de collaboration ... Cette ambiguïté de concurrence avec la CGT se perpétuera, sera maintenue jusqu'au «recentrage» initié par Edmond Maire (1979) et, comme la CGT qui épure dès le mois de juillet 68 ses rangs des ouvriers les plus contestataires, cette confédération fera, plus tardivement, la «chasse aux coucous».

Mai 68 se perpétuera après mai. Certes, il ne fut pas que cette centralité ouvrière, l'effervescence culturelle qu'il suscitera, touchait en effet tous les rapports sociaux, y compris les rapports hommes/femmes ou encore la question du productivisme de laquelle émergera la question écologique. Il n'empêche, ce formidable mouvement fut hanté par la question ouvrière. D'ailleurs, les années

80 n'auront de cesse, en s'appuyant sur la réalité du chômage de masse provoqué par la contre révolution conservatrice et la suprématie du capital financier, de reléguer la dignité ouvrière au rang des archaïsmes. Les dominés, privés d'expression politique autonome, seront considérés soit comme des victimes, soit comme des barbares, soit comme une plèbe en détresse, impuissante, composée de perdants, souffrants, à qui au nom des Droits de l'Homme l'on veut bien concéder quelque compassion, soit comme des «trublions», des «déviant», des «sauvageons» qu'il faut réprimer



sans état d'âme en agitant, cette fois, non la peur d'un communisme tombé aux oubliettes de l'histoire, mais celle de l'insécurité qui hanterait les classes moyennes. La consolidation de la nouvelle hégémonie des classes dominantes est à ce prix.

Cette logique est toujours à l'œuvre parmi les fossoyeurs de l'émancipation. Il suffit d'évoquer le rôle des médias dans la présentation des grèves de 1995 pour retrouver la crainte des dominants qui parlent de ce mouvement en employant les termes de «fantasmagique», «irrationnel», «archaïque». Ce que l'on vit à cette occasion est révélateur de l'arrogance des puissants. Comme le rapporte Serge Halimi, ce fut le spectacle indécent de prétendus débats médiatiques ou un quarteron d'intellectuels proclamés, **confisquant la parole** aux acteurs, tous partisans du plan Juppé, avec quelques présentateurs TV partageant leurs convictions, éructaient contre ce mouvement populaire renaissant. Ils gagnaient tous plus de 120 000 F par mois et accusaient les cheminots d'être des privilégiés, alors que le salaire de ceux-ci, même ceux ayant plus de 50 ans, ne dépassait pas 8 500 F. Et les quelques

traminots admis épisodiquement à faire part de leurs revendications jugées outrancières, ne servirent que de faire valoir des commentaires de ces «experts» patentés. Ces défenseurs sélectifs des droits de l'Homme sont bien évidemment incapables de saisir la nature de l'exploitation capitaliste, comme ils furent étrangement silencieux naguère sur les guerres impérialistes et sur le largage des 3 000 bombes chaque minute par les USA sur le Vietnam pendant 3 ans. Quant au contenu des mouvements populaires, à leurs racines et à leurs idéaux, ils y sont complètement étrangers. Mais, face à la mondialisation du prolétariat, à la précarisation, la colère, la pugnacité des travailleurs qui serrent les poings de rage est toujours là, plus vive que jamais. Il suffit de lire *Carnets d'un intérimaire*³ pour s'en rendre compte. L'unité des OP avec les OS et les immigrés, n'était pas évidente en 1968, tout comme celle aujourd'hui des ouvriers stables avec les chômeurs, les précaires et les intérimaires.

Mais, qui sait, le changement de contexte, c'est-à-dire les ravages de ce qui fut appelé la «mondialisation heureuse», les crises à répétition, la vulnérabilisation de l'ensemble des salariés et les émeutes de la faim qui s'annoncent face à la spéculation sur les matières premières et les denrées agricoles, pourraient changer la donne. Mais nous restons toujours en retard de communisme, de projet alternatif même s'il commence à faire l'objet de débats.

Gérard Deneux – le 17/04/2008

Sources pour cet article

« *Mai 68 et ses vies ultérieures* » Kristin Ross – éd. Complexe

« *L'insubordination ouvrière dans les années 68* » Xavier Vigna. Presses universitaires Rennes

« *Mai retrouvé* » Jacques Baynac – éd. Robert Lafont

« *La France de 68* » Alain Delale, Gilles RAgache – éd. Seuil

Notes

1) A Strasbourg (même si cela ne prit pas l'ampleur signalée pour Censier), des ouvriers, d'eux-mêmes ou accompagnés d'étudiants qui étaient allés à leur rencontre, venaient témoigner de leurs conditions de vie, de travail, discutaient, se fondaient dans la masse des étudiants, revenaient avec d'autres camarades d'usine (note de l'auteur).

2) FGDS - Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste - regroupement de cercles, de mouvements après l'effondrement de la SFIO, initié par Mitterrand - donna naissance par la suite au Parti Socialiste.

3) de Daniel Martinez - préface de Michel PIALOUX - édition Agone.

Pour un futur sans nucléaire

En ce printemps, les anti-nucléaires ont d'autres préoccupations que le bon(!) déroulement du périple de la flamme olympique. Il y a eu, le 26 avril, la commémoration de l'accident de Tchernobyl, dramatique au moment de l'explosion et, aujourd'hui, générateur pour longtemps encore de souffrances immenses parmi les populations biélorusses et ukrainiennes vivant sur des terres fortement contaminées, et victimes oubliées des retombées sournoises des radiations ioniques (notamment sous forme de césium 137): cancers, avortements spontanés, difformités et anomalies génétiques, retards de développement mental, maladies des systèmes respiratoires, cardio-vasculaire, gastro-intestinal, uro-génital, endocrinien. Mais ces faits, mis en évidence par des centaines d'études épidémiologiques effectuées dans les trois pays les plus directement touchés: Ukraine, Biélorussie, Russie, ont été délibérément étouffés par les lobbyistes du nucléaire. Pour l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) en charge de la promotion du nucléaire civil, toute recherche sur les effets nocifs des radiations constitue un frein sérieux au commerce de l'atome: il faut donc l'interdire ou l'étouffer. C'est ainsi qu'elle impose à l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) de la consulter - article 1, point 2, de l'accord qui la lie depuis 1959 à l'AIEA - préalablement à toute entreprise de programme ou d'acti-

tivité dans le domaine nucléaire, l'empêchant ainsi d'apporter, par une étude sérieuse et scientifique, une aide appropriée aux personnes contaminées. Mais qu'importe à cette agence les conditions de vie de dix millions de personnes face aux profits que l'énergie atomique peut apporter à ses promoteurs!

Et que dire de l'attitude de la France, n°1 mondial pour la production d'électricité d'origine nucléaire (78%) qui, par la bouche du professeur Pellerin, affirmait au lendemain de la catastrophe du 26-4-1986 que le nuage radioactif provenant de Tchernobyl s'était arrêté à la frontière, mentant avec la plus grande assurance et laissant la population de l'Est du pays, Corse incluse, dans l'ignorance des conséquences pour la santé, dues à la consommation d'aliments: salades, champignons... certains fortement radioactifs. Et que dire encore de son silence pendant des dizaines d'années au sujet des impacts sanitaires sur les militaires exposés sans réelle protection lors des premiers essais d'explosion de bombes atomiques dans le sud algérien - l'Algérie était encore française - et sur les peuples mélanésiens pendant les expériences aériennes puis sous-marines conduites en Polynésie après 1962. Les survivants doivent aujourd'hui se battre pour faire reconnaître par les autorités soumises à fortes pressions du lobby et des militaires nucléocrates, la réalité qu'ils endurent...

Politique de l'omerta et de l'opacité

Mésinformation, désinformation, mensonge, absence de transparence et aujourd'hui répression - par le biais du "confidentiel défense" -⁽¹⁾, tels sont les moyens et les armes dont se servent le pouvoir et le lobby pour endormir par le silence les consciences et faire pression sur ceux qui ne veulent pas se taire.

Car les dangers d'accident sérieux sont bien réels. Il n'y a pas eu que Tchernobyl, il y a eu Three Miles Island en 1979 aux USA, Sellafield (GB) parmi les plus marquants. En France où

EDF espère bien obtenir une prolongation de durée de vie de ses vieux réacteurs, qui passerait de 25 à 40 ans, en centrale comme celle de Fessenheim en Alsace accuse incident sur incident : 42 pannes en 2007 dont 8 de niveau 1. Qu'attendent les autorités pour contraindre EDF à neutraliser définitivement cette bombe à retardement ?

Cependant, très consciente du danger d'accident nucléaire (enfin?), la France se prépare aux conséquences d'un événement du type Tchernobyl sur son sol (Le Monde du 20 février 08). Faisant l'autruche jusqu'à il y a peu, elle montre depuis 2005 par une directive ministérielle, un changement qu'on veut espérer radical dans l'appréhension d'un potentiel Tchernobyl français, question tabou jusqu'à cette date. Des travaux menés par l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire), en coopération avec des agences et services de l'Etat, des opérateurs nucléaires, et des acteurs associatifs, ont abouti à un courrier adressé au premier ministre par le Codirpa (Comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle d'une situation d'urgence radiologique). Cette année ce comité va donner des instructions aux préfets, organiser de nouveaux exercices (certains dans le passé ont frisé le ridicule), engager des discussions avec les milieux associatif, médical, éducatif, médiatique. Selon Jean-Luc Lachaume, directeur général adjoint de l'ASN, "la méthodologie reste à définir sur l'évaluation de la dose reçue par la population. Il faut introduire un débat scientifique, à froid, sur ce point controversé". Faut-il entendre par là la recherche d'un consensus pour une estimation à la baisse des normes existantes, ce qui permettrait peut-être d'autoriser le retour des populations évacuées dans les territoires contaminés à échéance plus proche ?

Le Codirpa a envisagé deux scénarios pour aborder la situation post-opérationnelle: rupture de tube de générateur de vapeur, fusion partielle du coeur du

Double flop pour le réacteur EPR en France et en Finlande : Le crash de l'industrie nucléaire française

(communiqué de presse du Réseau "Sortir du nucléaire"; 27 mai 08)

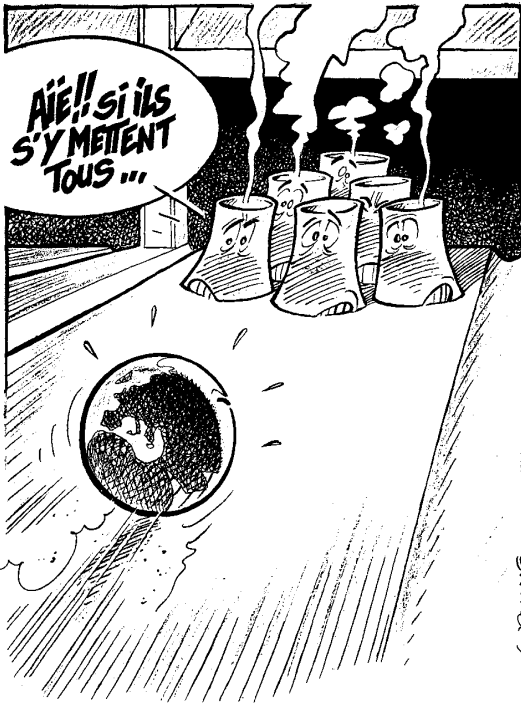
Après le flop du chantier en cours du réacteur nucléaire en Finlande (deux ans de retard, deux milliards d'euros de pertes financières... pour le moment), on apprend aujourd'hui que de graves malheurs ont eu lieu aussi sur le chantier de l'EPR de Flamanville (Manche).

Il est grand temps que les citoyens français prennent conscience que la supposée "expertise" française en matière de nucléaire n'est qu'une légende construite à grand renfort de publicités d'EDF et d'Areva, et de déclarations des Présidents et gouvernements qui se sont succédés depuis 40 ans.

La réalité est bien différente : 54 des 58 réacteurs "français" sont en réalité sous licence américaine Westinghouse, et les seules réalisations purement françaises sont des désastres :

- le premier programme nucléaire français, basé sur les réacteurs graphite-gaz, a été abandonné au début des années 70 au profit des réacteurs Westinghouse
- le surgénérateur Superphénix a été fermé en 1997 après 15 ans d'avaries
- dès sa mise en service, le réacteur "N4" a connu un accident grave le 12 mai 1998 à Civaux (Vienne)
- le réacteur EPR se révèle être lui aussi un désastre avant même d'entrer en service, tant sur le chantier finlandais que sur celui de Flamanville (Manche)

La seule décision sensée est d'arrêter immédiatement les investissements dans le nucléaire et de les reporter sur les plans d'économie d'énergie et de développement des énergies renouvelables.



réacteur, avec rejets radioactifs d'une heure et d'une journée. Une telle modélisation paraît limitée. Comme le dit Monique Séné, du GSIEN (groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire) qui a participé au Codirpa "de toutes façons rien ne se passera comme prévu". De son côté Jean-Claude Autret, de l'ACRO (Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest), bon connaisseur de la situation en Ukraine et en Biélorussie, qui lui aussi a pris part au Codirpa, déplore que l'"on travaille sur des accidents très minorés par rapport à Tchernobyl, rassurants pour les autorités" pour lesquelles "il est dur d'appréhender le sacrifice d'un territoire pour plusieurs siècles, voire des millénaires".

Ainsi si les autorités ont modifié leur attitude face à une catastrophe nucléaire, on a le net sentiment que c'est à minima: les scénarios accidentels sont réduits et nettement en deçà de Tchernobyl; les populations seront-elles sérieusement associées comme le souhaite M.Séné pour qui une telle association est une priorité ? On peut émettre des doutes: la majorité de la population est favorable à une sortie du nucléaire, à cause précisément des risques d'accidents, et 90% des citoyens souhaitent d'abord des investissements dans les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables, et non dans le nucléaire.

La solution n'est-elle pas, en effet, dans ces souhaits ? Dans l'arrêt de la construction de nouveaux réacteurs dont le nouveau prototype EPR est en cours d'installation à Flamanville (Manche) - coût final prévisible: plus de 3 milliards d'euros - et pour la vente duquel Sarkozy enfiler ses frusques de VRP y compris auprès des dictateurs?

Pour un monde sans nucléaire

La question n'est pas circonscrite à l'hexagone bien évidemment, elle concerne la planète de plus en plus malmenée, à commencer par l'Europe. La prolifération du nucléaire civil - dont on sait bien qu'il peut servir à des fins militaires - est impulsée par Sarkozy en personne qui va prendre le 1er juillet prochain pour six mois la présidence de l'U.E. Les 13 et 14 juillet, il recevra à Paris les 27 chefs d'Etat européens, plus quelques autres (dont son nouvel ami Kadhafi) avec comme un des principaux objectifs celui de trouver des débouchés pour l'industrie nucléaire française, arguant d'une prétendue propreté - pas d'effet de serre - de ce type d'énergie.

La protestation contre ce mercantilisme, facteur du déploiement tous azimuts de cette énergie nérophile s'organise cependant. Le samedi 12 juillet le réseau "**Sortir du Nucléaire**" met en place à Paris un grand rassemblement européen avec deux slogans: "**Pour un monde sans nucléaire**" et "**Pour les alternatives énergétiques**". Pour toute info : contacter le coordinateur national Jocelyn PEYRET (jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr) Tél. 04.79.36.13.19

Une autre action, plus en rapport avec l'anniversaire de Tchernobyl a débuté le 26 avril. Il s'agit d'une marche internationale qui est partie de Londres. Organisé par les Australiens de "**Foots Prince for Peace**", ce périple de 1500 km

traversera la France pour atteindre Genève le 16 juillet. L'objectif des organisateurs et des marcheurs est de sensibiliser sur les effets mortifères de l'ensemble du cycle nucléaire: depuis l'extraction de l'uranium (l'Australie est un des principaux fournisseurs) à la gestion des déchets.

Un point fort de cette marche: l'arrivée à Bure le 27 juin et une journée festival alternatif "Débranché": conférences, concerts, le 28 juin à l'ancienne gare de Luméville à 6 km de Bure (sud meusien) Contact : vosgean@gmail.com - Tél: 06.72.55.56.96. Le 29 juin, les marcheurs repartiront de la maison de la Résistance de Bure. On peut bien entendu faire un bout de chemin avec eux.

J.F.

(1) Le porte-parole du réseau "Sortir du Nucléaire", Stéphane Lhomme, a été entendu le 25 mars dernier par la DST pour détention d'un document qualifié de "confidentiel défense" que s'était procuré le réseau en 2006. Ce document avançait que le nouveau réacteur EPR, dit de 3^{ème} génération alors en projet, n'était pas conçu pour résister à l'impact d'un avion de ligne, ce qui, le cas échéant, libérerait un nuage radioactif qui pourrait être tout aussi radioactif que celui de Tchernobyl. Placé en garde à vue pendant dix heures, il est ressorti libre mais reste passible d'une convocation au tribunal et risque 5 ans de prison et 75000 euros d'amende.

Sources :

- Revue "Sortir du Nucléaire" n°38 (avril-mai 08)
- Revue "Silence" n°357 (mai 08)
- Bulletin "Stop-Golfec" n°61 (avril 08)

Déchets nucléaires

Nouveau site de stockage : 20 départements concernés

Dans un communiqué de presse, Le **CEDRA (Collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs)** BP 17 - 52101 SAINT DIZIER Cedex Téléphone-répondeur-fax : 03 25 04 91 41 CEDRA.org@orange.fr - www.burestop.org) souligne qu'un site pour l'enfouissement des déchets radioactifs est recherché dans 20 départements. Le Cedra alerte les sites pressentis pour rappeler que le stockage des déchets est une fausse solution comme le montre La Hague ou Soulaïnes.

A la grande surprise des associations de protection de l'environnement de ce département, Le Lot est pressenti, comme l'indique "*La Dépêche*" dans son édition du 4 juin 08 :

"Le département du Lot plus souvent perdant sur le terrain des services publics, trains, arrêts en gares, écoles, bureaux de postes, pourrait cette fois regretter d'avoir gagné. Le Lot figurerait sur une liste d'une vingtaine de départements français retenus par le Ministère de l'Ecologie et du Développement durable et susceptibles d'accueillir un jour un centre de stockage de déchets radioactifs à faible activité. L'information encore au conditionnel serait dévoilée dans les prochains jours par le ministère. « Ce n'est pas une affaire purement lotoise », tenait à préciser, hier soir, la préfète Marcelle Pierrot confirmant que le ministère de Jean-Louis Borloo « allait lancer un appel à candidature »".

Mais n'ayez crainte, comme lors du Grenelle de l'environnement, Jean-Louis Borloo s'apprête à engager « une vaste consultation » ...

Voir aussi, sur ce sujet, la page suivante d'ACC !.....

Le règne des faux culs

Référendum refusé

Il y a deux ans, en 2006, une pétition demandant un référendum circulait en Meuse et en Haute-Marne sur la question controversée de l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure, petit village situé en limite des deux départements. Lancée à l'initiative de l'Association des Elus Meusiens et Haut-Marnais (l'AEMHM) cette campagne qui a duré près d'un an a recueilli plus de 60 000 signatures en faveur d'un tel référendum. Les signataires souhaitaient être consultés pour donner leur avis. L'accueil qu'en ont fait les autorités (conseils généraux) fut à la hauteur du mépris que leurs présidents accordaient aux populations directement concernées et traduisait ainsi leur engagement, jamais vraiment formulé, pour cet "enterrement". Il est vrai que la poubelle rapporte gros: 20 millions d'euros par an pour chacun des deux départements arrosés par le fonds d'accompagnement du laboratoire, sans compter la générosité financière répan-

**ENFIN UN HOMME POLITIQUE
QUI TIENT SES PROMESSES**



due par EDF, le CEA, AREVA pour faire de la Meuse et de la Haute-Marne des "territoires de référence" en matière d'énergie renouvelable (le nucléaire, pardil!).

L'argument "massue" invoqué pour rejeter la demande fut d'opposer, à ce qui n'était pourtant qu'une volonté de participation démocratique de la base, l'impossibilité d'organiser un référendum localisé sur un enjeu national comme le nucléaire et, en l'occurrence, sur la gestion des déchets à longue vie et à forte toxicité. On s'évite ainsi la quasi certitude d'un refus du projet. Lors du vote de

la loi sur les déchets nucléaires en juin de la même année, le président du conseil général de Hte-Marne et sénateur UMP, Bruno Sido, déclarait devant le sénat: "sur ces questions complexes l'outil référendaire apparaît inadapté". Et de référendum local il n'y eut point. Exit donc la prise de température citoyenne sur un sujet d'intérêt général. Pendant ce temps le passage en force continue et les galeries commencent à transformer le sous-sol burien en gruyère...incomestible bien entendu.

Eole, le démon !

Et puis voilà que le Canard Enchaîné, toujours bien informé, dans son édition du 7 mai 2008, nous en apprend une bien bonne. Le sénateur UMP, Philippe Marini, rapporteur du budget, a déposé une proposition de loi visant à "rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur" (celles qui dépassent 50m). Ce gentil parlementaire collègue du sieur Sido, a reçu le soutien de l'ancien 1er ministre J.P Raffarin, de l'ancien ministre G.Larcher, du marchand de "Rafale" S.Dassault et d'H. Falco, aujourd'hui secrétaire d'Etat à l'Aménagement du Territoire (tiens!tiens!).

La raison mise en avant est indiscutable, cela va sans dire ! "Si l'expansion de cette source d'énergie renouvelable est un bien, elle ne doit se traduire sur le terrain, ni par des nuisances, notamment visuelles, trop importantes, ni par une défiguration des paysages environnants".

En somme, il suffirait de rendre ces éoliennes invisibles, et alors, plus besoin de consultation populaire, et donc plus besoin de loi !

Soyons sérieux, nos chers sénateurs le sont: "le temps où certains voulaient imposer aux populations des projets est révolu. La demande d'information et de transparence est aujourd'hui essentielle. Chaque élu a non seulement le devoir d'y faire droit, mais aussi celui de susciter la participation des citoyens". On croît rêver, ces représentants (!) du peuple sont vraiment sur une autre planète ! Essayons de comprendre,

nous ne sommes tout de même pas tout à fait idiots. Il y a deux ans, ce sont bien des élus meusiens et haut-marnais qui ont voulu "susciter la participation des citoyens" sur un projet que "certains veulent imposer aux populations" (la future poubelle de déchets radioactifs de Bure). Que n'a-t-on déposé une proposition de loi, avant le vote en catimini de la loi de juin 2006, sur l'obligation de consultation des citoyens à propos de l'enfouissement des déchets ? Alors ? Alors, deux poids, deux mesures! Comme "foutage de gueule" on ne fait pas mieux.

Revenons aux nuisances.

Là aussi il faut être un tantinet sérieux et honnête. L'enfouissement de déchets radioactifs particulièrement dangereux est générateur de possible pollution des couches argileuses aquifères traversées de failles avérées par des études indépendantes, mais niées par le promoteur (l'ANDRA), mettant en péril la vie même des générations futures non seulement locales, mais plus éloignées du fait de la circulation des eaux. A cela faut-il encore ajouter les risques inhérents au transport des matières irradiées stockées dans les différentes centrales et qui convergeront vers le point unique de Bure. Ces nuisances seraient-elles moins pernicieuses, plus acceptables que la simple silhouette d'un éolienne ? Et que n'a-t-on exigé une consultation des citoyens avant d'implanter ces hordes d'immenses pylônes métalliques supportant les lignes électriques à haute et très haute tension (THT) - cf. l'opposition manifeste actuelle à la construction de la ligne THT qui doit partir de Flamanville où va se dresser le nouvel EPR - qui défigurent "les paysages avoisinants" dans les régions traversées ?

Arguer de la gêne et de l'inesthétique des éoliennes n'est que mauvaise foi ou calcul politicien. Que ne ferait-on pas pour redonner un peu de couleur à la morosité qui étire le pouvoir ultra-libéral, en pleine cacophonie où chacun tente de se faire remarquer le plus par ses bourdes, victime de ses propres excès anti-populaires ! Tenter de s'assurer quelques soutiens ici ou là, à la manière de Sarkozy avec son droit de garde obligatoire des enfants en cas de grève des enseignants paraît servir de stratégie à la petite semaine chez nos adeptes des contre-réformes: un geste aux ruraux (les éoliennes), un autre en direction de la PEEP (parents d'élèves). Gageons que la liste s'étendra dans les temps à venir.

Quant à nous il nous reste à dire Non à la poubelle et Oui aux éoliennes.

J.F.

Presse : Etats généraux pour le pluralisme.

L'information et le service public, c'est notre affaire.

Le samedi 17 mai 2008, à la Bourse du travail de Paris, s'est tenue la deuxième session des Etats Généraux pour le pluralisme. Les organisateurs se sont accordés sur une déclaration finale résumée ci-dessous.

L'information, c'est notre affaire

Le droit d'informer doit être accessible à tous. Les médias sans but lucratif (et parmi eux les médias associatifs et syndicaux) doivent bénéficier prioritairement des aides publiques, directes et indirectes, bénéficiant paradoxalement, à ce jour, aux médias les plus mercantiles et, de fait, aux publicitaires. La remise en cause des ordonnances de 1944 et 1945 sur la presse sont inacceptables, comme le sont les abandons des tarifs postaux privilégiés et du taux réduit de TVA, ainsi que la perspective d'une libéralisation de la distribution de la presse.

L'information est un bien public. Ce ne doit pas être un bien privé soumis notamment à des censures arbitraires et à de secrets discrétionnaires. La protection des sources doit être garantie par une loi qui ne laisse aucune prise aux interprétations abusives de la police et de la justice. Les secrets commerciaux et bancaires doivent être levés. Les entreprises doivent être accessibles aux journalistes soucieux d'enquêter sur les conditions de travail.

Le droit d'être informé ne devrait excepter aucun domaine. Or, l'information sur les questions et les mobilisations sociales est atrophiée. Le droit d'informer, qui est aussi celui de tous les acteurs de la vie sociale, est confisqué par des responsables de rédaction qui prétendent de surcroît exercer un véritable droit d'ingérence dans l'organisation démocratique des mobilisations. Sans développement d'un réel pluralisme, les contestations que suscitent de tels abus resteront légitimes.

Le service public, c'est notre affaire

Contre la volonté de le dépecer aux bénéfices des télévisions privées et, plus généralement, de la constitution de « médias globaux » essentiellement privés eux aussi, il est urgent de sauver le service public de l'audiovisuel et de le développer. Un financement des chaînes publiques indépendant de la publicité et pérenne suppose, notamment, que la redevance, rendue proportionnelle aux revenus, pour ne pas aggraver la baisse du pouvoir d'achat des plus démunis, soit augmentée. Or, la « réforme » qui se prépare aura notamment comme conséquences un sous-financement du sous-financement du secteur public, une centralisation et une rentabilisation lourde de menace sur l'emploi, sur la diversité des programmes et sur le pluralisme de l'information, la constitution d'un secteur public de seconde zone rendu disponible pour de nouvelles privatisations.

Contre les tentatives d'asservir l'information et la culture aux prétendues lois du



marché, il est urgent de construire un pôle public et associatif des médias sans but lucratif, véritable service public de l'information et de la culture, garant du pluralisme, riche de sa diversité et respectueux de la multiplicité de ses formes. Dans ce but, la concession des chaînes privées à des groupes dépendants de marchés publics doit cesser. Pour cette raison, entre autres, la déprivatisation de TF1 doit être mise en œuvre. Les dispositions contre les concentrations multimédias doivent être renforcées. Le statut public de l'AFP, aujourd'hui menacée de privatisation, doit être conforté. Les médias du tiers secteur doivent être soutenus, par un fond de soutien mieux doté et étendu aux télévisions associatives. Celles-ci, comme les radios associatives, doivent bénéficier d'un droit d'accès à tous les réseaux de diffusion.

Puisque l'information et le service public sont notre affaire, c'est l'affaire de tous de se mobiliser pour défendre le pluralisme contre les attaques frontales qu'il subit et pour exiger son expansion.

Working class heroes

C'est à un authentique 1er Mai de lutte que les manifestantes et les manifestants parisiens ont participé cette année.

La présence massive et extrêmement énergique de milliers de travailleurs sans papiers en grève pour leur régularisation, essentiellement dans les rangs de la CGT mais aussi à la CNT et à SUD y est pour beaucoup.

Enfin le syndicalisme s'est saisi de la question sociale cruciale des sans-papiers... à moins que ce ne soit l'inverse !

Depuis l'occupation de l'église Saint-Bernard en 1996, les sans-papiers ne s'étaient jamais engagés dans une lutte d'ampleur prenant appui sur leur insertion bien réelle dans le mouvement ouvrier.

C'est chose faite aujourd'hui.

Et c'est peu dire que ces travailleuses et ces travailleurs ont fait preuve d'un courage et d'une détermination exemplaires en s'engageant dans un combat doublement ardu contre l'État et le patronat.

Pourtant des victoires ont déjà été arrachées !

Certes, rien n'est fini, les régularisations se font encore attendre et les grèves continuent. Mais le fait est là, il y a eu un tournant : le mouvement syndical s'est adressé aux sans-papiers sur des bases de classe – en tant que producteurs et productrices – et pas seulement sur des bases humanistes – en tant qu'immigrés – fussent-elles légitimes par ailleurs.

L'existence de ce prolétariat ultra-précarisé et invisible parce que sans papiers est désormais l'objet d'une lutte syndicale de masse.

Tout comme, avant 1945, le syndicalisme avait su braver les préjugés xénophobes du prolétariat pour intégrer les travailleurs immigrés d'alors, italiens ou polonais, en mettant au centre de sa doctrine la solidarité de classe contre la prétendue solidarité « de race », le mouvement ouvrier du XXIe siècle, en syndiquant les travailleurs immigrés d'aujourd'hui – maliens, sénégalais, gabonais, congolais, maghrébins ou asiatiques – a su retrouver ce fil conducteur de l'action syndicale : « une injustice faite à l'un est une injustice faite à tous ».

Dans tout l'Hexagone, il faut prendre appui sur les régularisations gagnées pour transformer l'essai et revendiquer une régularisation massive.

Alternative libertaire, le 28 mai 2008

Cinéma et Pouvoirs Publics : Vers la fin de l'exception culturelle française

Modèle en Europe : jusqu'à quand ?

Considéré comme une industrie depuis sa naissance, un moyen de divertir la foule lors des foires populaires au début du 20^{ème} Siècle, le Cinéma a toujours eu cette difficulté à prouver sa légitimité culturelle. Après la Seconde Guerre Mondiale, le GATT (General Agreement on Tariffs and Trades) abolissant les droits de douanes, la France se retrouve envahie d'images américaines. En 1959, le nouveau ministre de la Culture française, André Malraux, offre au cinéma d'être considéré comme un art. Pour combattre l'hégémonie des majors américaines, la création de nouvelles subventions publiques (avance sur recettes, aide automatique, fonds de soutien) va permettre la défense de véritables valeurs culturelles et de reprendre la production audiovisuelle française. Le Centre National de la Cinématographie, né en 1946, devient alors un établissement public indispensable au maintien de la diversité et du pluralisme pour la production et la diffusion cinématographique, valeurs garantes de notre démocratie. Le CNC a toujours encadré et régulé l'activité commerciale qu'est le cinéma, au sein d'une économie de marché, dans un état d'esprit de redistribution. Avec 200 films produits, 170 millions d'entrées par an, 2000 salles (dont la moitié soutenue par leurs communes), le cinéma français est considéré comme un modèle en Europe. Jusqu'à quand ?

Crédits amputés

Depuis quelques années, ce modèle d'exception à la française est profondément remis en cause par nos gouvernements successifs. Réductions budgétaires draconiennes, soucis de rentabilité, l'idéologie néo-libérale n'épargne aucun domaine. La culture, n'entrant pas dans la «culture de masse» capable de générer des profits financiers, deviendra vite marginale, voire inexistante. Or, l'art reste aujourd'hui l'un des seuls espaces de libre création et d'expression.

L'appartenance du cinéma au champ culturel est d'autant plus remise en cause que son aspect commercial engendrant aisément des profits peut, par conséquent, lui nuire. Le 26 Septembre dernier, la Ministre de la Culture, Christine Albanel, entrait en profonde contradiction avec ses propos. Tout en réaffirmant l'importance de l'exception cultu-

relle en France, le gouvernement amputait de façon inquiétante, les crédits alloués à la culture. Ils représentent déjà moins de 1% du budget de l'Etat. Un désengagement financier de l'Etat que ne le CNC ne pourra pallier. Affaiblir les aides publiques revient à remettre en cause la politique de diversité et d'aménagement du cinéma. En témoigne le lancement dans le même temps d'une mission de réflexion sur le droit à la concurrence dans le cinéma. Sa principale interrogation : «le cinéma est-il un service public ?». Ce questionnement est né de groupes d'exploitants et de gestionnaires privés dénonçant l'attitude «anti-concurrentielle» des salles municipales ou associatives «protégées par les pouvoirs publics». Guy Verrecchia, grand patron UGC parle d'une «aide publique déloyale» dont il serait victime.



Quel rôle social ?

Dans la plupart des cas, ces 1077 salles municipales ou associatives en France existent en raison d'une carence de repreneur privé. Il revient donc à la collectivité publique d'assurer la gestion de l'équipement si elle souhaite continuer à faire vivre une offre culturelle de qualité sur son territoire. La question du rôle social des cinémas devient alors prépondérante. Le public doit-il s'effacer face au privé ? Selon la loi du marché et de la libre concurrence, bien évidemment. Selon Stéphane Goudet, directeur du Méliès à Montreuil «*Ils luttent contre les salles art et essayent publiques ET privées, qui ont l'audace de désigner par*

contraste leurs propres faiblesses : le prix bien trop élevé des places, qui nuit à la démocratisation culturelle, la médiocrité du travail de formation du jeune public, l'inexistence des animations, la rupture de solidarité avec toute la filière...». La concurrence selon Monsieur le Directeur d'UGC ressemble plutôt à son désir aveuglant de domination totale du marché de l'exploitation afin de créer son propre oligopole. Il faut préciser que 12,2 Millions d'€ d'aides publiques sont octroyées annuellement aux cinémas y compris aux salles privées, mais cela pose moins problème visiblement...Ce système d'aides des pouvoirs publics existe pour créer un rééquilibrage financier. Il ne doit pas être perçu comme un moyen de renforcer le marché de la concurrence mais comme un outil de solidarité. La définition même d'exception culturelle en France repose sur ce principe : la création d'œuvres indépendantes existe grâce aux films nés pour alimenter l'industrie commerciale que peut représenter le cinéma. Les recettes générées par les films commerciaux (grâce à une taxe prélevée sur chaque billet d'entrée) financent des œuvres plus personnelles et intimistes porteuses d'un discours en marge. Pour schématiser, tel un Robin des Bois, le CNC prend aux riches pour redonner aux pauvres. Système unique dans le monde entier. Par ailleurs, l'ARDRC (Agence pour le Développement Régional du Cinéma) finance le retraitage de copies de films pour équilibrer la distribution des cinémas des petites et moyennes agglomérations face aux géants multiplexes. Toujours anti-concurrentiel ?

Après la santé, l'école, la justice (liste non exhaustive), un cinéma à deux vitesses, avec le marché d'un côté, la culture de l'autre, est en train d'enterrer la notion même d'exception culturelle française. La politique volontariste menée jusqu'à présent, et, défendant l'intérêt général du public et des œuvres, est mise à mal au nom de la loi du plus fort. Replaçons l'humain au centre du débat sur l'avenir de la Culture en France. Résistons «*à ces bien maigres économies qui causeront de bien grands dégâts*» (Victor Hugo), tel que le préconise le manifeste d'intérêt général pour l'Art et la Culture en France. Rendez-vous sur www.sauvonslaculture.fr !

Aurore Bouglé - Mai 2008

Où vont les richesses produites par votre travail à Peugeot SA ? Au PDG, M. Streiff = 5 796€ par jour !!!

Vous ne le croyez pas ?

Et pourtant ...

Ce chiffre et ceux, tout aussi hallucinants, que vous trouverez ci-dessous sont extraits :

- du rapport de l'expert-comptable sur les comptes 2007 de PCA (Peugeot Citroën Automobiles), établissements de Sochaux, Mulhouse, Rennes, Poissy, Aulnay, etc...

- et du document officiel de référence 2007 du groupe PSA (qui comprend PCA, Faurecia, GEFCO et leurs filiales dans le monde) soumis à l'Assemblée des actionnaires du 28 mai.

Ces chiffres sont donc officiels et vérifiables sur le site psa-peugeot-citroen.com rubrique actionnaire chapitre info réglementée AMF.

M. Folz se servait bien ...

En 2007, M. Folz a été président du Directoire PSA du 1^{er} janvier au 5 février. Pour ce mois d'activité, il a touché une rémunération de **94 011 €** (p. 37 du doc de référence 2007). Il a donc touché **2 611 € par jour**, samedis, dimanches et fériés compris. Il a ensuite touché une prime de départ en retraite de **920 901 €** (p. 313). PSA lui garantit à vie une retraite égale à la moitié de la moyenne de ses 3 meilleures années soit une garantie d'environ 700 000€ par an. Vous n'avez pas fini de payer pour lui !

... M. Streiff se goinfre !

M. Streiff, PDG à partir du 6 février, a touché en 2007 une rémunération de **1 906 861 € (1,9 million d'euros)** (p. 37). La bagatelle de **5 796 € par jour**, samedis, dimanches et fériés compris !!! Par rapport à Folz, l'augmentation est de 122 %. Presque aussi fort que Sarkozy ! Et c'est lui qui, en arrivant, a bloqué nos salaires, les embauches, les budgets. C'est lui qui supprime les emplois au nom des économies à faire sur la masse salariale !!! Au nom des économies, on nous chipote une paire de gants au Ferrage, on ne peut pas avoir de chaussures de sécurité convenables au Montage, et partout, les budgets sont réduits à la portion congrue. Faites ce que je dis, pas ce que je fais ! Je m'empiffre, serrez vous la ceinture !!

Stock-options en primes

En plus des 1,9 million d'euros, M. Streiff s'est attribué **140 000 stock-options** (p. 38)

Les stock-options, c'est le droit accordé à quelques dirigeants de disposer d'actions de l'entreprise, à un prix fixé une fois pour toutes. Si la valeur de l'action descend : le dirigeant ne fait pas valoir son droit et cela ne lui coûte rien. Si la valeur de l'action monte : le dirigeant prend les actions auxquelles il a droit et les revend immédiatement au prix fort. Il empêche la différence. C'est donc une loterie où l'on ne paie le billet que lorsqu'il est gagnant !

Exemple : en 2007, M. Saint Geours (PDG de la marque Peugeot, **aujourd'hui président de l'UIMM**) a «levé» les 21 000 stock-options qui lui avaient été attribuées à 21 € en 1999. Le cours de l'action PSA étant à 45 €, il a encaissé, sur le dos de l'entreprise, une plus-value de $21\ 000 \times (45-21) = 504\ 000$ €

Jetons de présence

Les membres du Conseil de surveillance PSA ont une rémunération fixe et, en plus, une prime de présence de 5 à 10 000 € à chaque fois qu'ils participent à une réunion du Conseil. Thierry Peugeot a ainsi touché en 2007 = 457 000 €. Jean-Philippe, Robert, Bertrand et Roland Peugeot sont aussi bénéficiaires de ces jetons de présence. Une affaire de famille ! Le baron Seillière n'a eu que 27 000 € mais il faut dire qu'il ne peut pas assister aux réunions car il est en même temps patron de l'UNICE (Medef européen), patron de De Wendel, président de la Société lorraine de Produits sidérurgiques, membre des Conseils de surveillance de Veritas, Hermès, Editis, Gras-Savoie, Oranje Nassau ... Son inscription au Conseil de surveillance PSA, c'est seulement pour l'argent de poche !

76 millions € à la poubelle

En 2007, M. Streiff a pris 75,8 millions d'euros dans les caisses de l'entreprise pour racheter en bourse 1 250 000 actions PSA et les détruire. Le rachat d'actions est une opération financière qui consiste, pour une entreprise, à racheter ses propres actions à la Bourse, puis à les annuler. La diminution du nombre d'actions a deux conséquences : cela fait monter le cours (la valeur) des actions restantes et cela augmente le dividende par action. Depuis 1999, c'est 2,7 mil-

liards € que MM. Folz et Streiff ont ainsi détruits pour le seul profit des gros actionnaires !

Un silence assourdissant

Les trafics de la Direction PSA avec la caisse noire de l'UIMM (0,5 million contre la grève d'Aulnay), sont camouflés dans l'opacité de la comptabilité. Bien malin qui pourrait les retrouver, d'autant que la Direction refuse obstinément de répondre à toutes les questions CGT sur ce sujet.

D'autres chiffres choquants

Pillage de la Sécu. Peugeot-Citroën Automobiles (non compris Faurecia et GEFCO) a bénéficié en 2007 de 32,9 millions € d'exonérations de cotisations de Sécurité Sociale (dites exonérations « bas salaires »). Moins on est payé, plus la Direction bénéficie d'exonérations et plus la Sécu boit le bouillon !

Qui va payer le paquet fiscal ? La taxe professionnelle payée pour Sochaux, Mulhouse, Poissy, Rennes, Aulnay ... est passée de 112 millions € en 2006 à 75 millions en 2007, soit une baisse de 33 %. L'expert-comptable indique que cette baisse d'impôt de 37 millions est le résultat de la « réforme » de la taxe professionnelle. A votre avis, comment les communes concernées vont-elles compenser ce manque à gagner ?

Des propositions scandaleuses

M. Streiff propose à l'assemblée des actionnaires PSA le 28 mai

- de verser **351 millions € de dividendes** (+ 11% aux actionnaires)

- de l'autoriser à prendre en 2008 jusqu'à **1,1 milliard d'euros** dans les caisses de l'entreprise pour effectuer le rachat de 17 000 000 actions PSA, pour des détruire

- d'attribuer 2 500 000 stock-options aux principaux dirigeants de l'entreprise en plus de leur rémunération « habituelle »

Ces propositions sont totalement scandaleuses. **Il est temps de se faire entendre pour une meilleure répartition des richesses que nous produisons**, et l'augmentation des salaires de 300 €.

CGT du site de Peugeot Sochaux

mai 2008

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
- de SOUTIEN Euros
- Faibles ressources (selon possibilités)

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP
n° 0208 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 2123
68060 MULHOUSE cedex

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 12/06/2008



Le Capital dans tous ses délires

(fiscaux)
par Dédé



Sommaire

- Page 1 Edito : Du PS au RPR
- Page 2 La faim justifie les moyens
- Page 3 à 5 Pour gagner plus, il faut lutter plus ! (1)
- Page 6 à 8 Mai-juin 68 : la centralité ouvrière (2)
- Page 9 et 10 Pour un futur sans nucléaire
- Page 11 Le règne des faux-culs
- Page 12 Etats généraux sur le pluralisme (presse)
- Page 12 Edito AL : Working class heroes
- Page 13 Cinéma et pouvoirs publics
- Page 14 Où vont les richesses produites à Peugeot ?
- Page 15 Rencontres et Lectures
- Page 16 Le Capital dans tous ses délires (fiscaux),
par Dédé

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : www.acontrecourant.info Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / G. DENEUX / J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT
M. MANSOUR / B. MARION / B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER